

Initiatives ministérielles

J'aimerais m'inspirer du rapport sur le marché du travail, publié par le Centre d'emploi du Canada à Kingston, et citer certains chiffres concernant le nombre d'assistés sociaux dans la ville même. On estime qu'à Kingston une personne sur vingt-cinq touche des prestations de bien-être social. Ce chiffre n'inclut pas ceux qui touchent des prestations familiales ou des prestations d'assurance-chômage. En 1989, les prestations de bien-être social versées à Kingston se sont chiffrées à 5,2 millions de dollars. En 1990, ces prestations se sont élevées à 8,6 millions de dollars, tandis qu'à la fin de décembre 1991, elles se situaient à environ 14 millions de dollars.

On prévoit que cette tendance à la hausse se poursuivra et qu'on enregistrera une augmentation de 60 p. 100 du nombre de cas au cours de l'année qui vient. Le montant des prestations versées pourrait dépasser 26 millions de dollars à la fin de 1992, comparé à seulement 5,2 millions de dollars en 1989. Comparativement à l'an dernier, le nombre d'assistés sociaux a augmenté d'environ 140 p. 100 dans la région. La moyenne pour l'ensemble de la province est légèrement plus élevée.

Dans les circonstances, il est tout à fait étonnant qu'on demande au Parlement d'adopter un projet de loi visant à plafonner les paiements de transfert aux provinces dont les coûts sociaux augmentent de façon aussi spectaculaire. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que le gouvernement a déjà demandé au Parlement d'adopter un autre projet de loi qui a contribué à créer la situation actuelle. Je parle du projet de loi C-21, dont le gouvernement fait l'éloge.

L'augmentation du nombre d'assistés sociaux est en partie attribuable au fait qu'un grand nombre de personnes ne peuvent plus toucher de prestations d'assurance-chômage, parce que la période de versement de ces prestations a été raccourcie, alors que la période d'emploi donnant droit à cette aide a été rallongée.

Le nombre d'assistés sociaux à Kingston est déjà beaucoup plus élevé qu'il ne l'était au cours de la fameuse récession de 1981-1982, à laquelle le ministre des Finances ne cesse de faire allusion. Le ministre en parle comme s'il s'agissait d'un désastre. Pourtant, nous savons que la récession actuelle est pire.

À Kingston, le taux officiel de chômage se situait à 10,2 p. 100 en décembre dernier et, comme je l'ai déjà dit, le nombre d'assistés sociaux est plus élevé qu'il ne l'a été au cours de la dernière décennie. On aurait pu penser que le

gouvernement allait prendre des mesures pour améliorer la situation, au lieu de l'empirer, mais non. Examinons donc le bilan du gouvernement provincial puisque c'est cela qui nous donnera une idée de la façon dont l'autre parti qui siège à la Chambre agirait dans ces circonstances.

• (1620)

Jour après jour les néo-démocrates reprochent, comme nous, au gouvernement de mettre de l'avant ce genre de mesure. Comme nous, ils s'opposent au projet de loi C-21 et disent tout le mal qu'ils en pensent. Mais dès que leurs collègues siègent à Toronto, ils commencent à faire de même. C'est vraiment incroyable.

Nous savons que le premier ministre de l'Ontario a été initié au socialisme dans cette enceinte. Il a été député de cette Chambre, et j'imagine qu'il a dû à l'occasion s'entretenir avec ses collègues du caucus et apprendre les grands principes chers au parti. Or, les néo-démocrates siègent maintenant à Toronto, et nous les voyons maintenant protester contre le gel des paiements de transfert à l'Ontario au chapitre de l'aide sociale. À Toronto, le gouvernement impose une augmentation de 1 p. 100 aux municipalités, et celles-ci assument une bonne part des coûts de l'aide sociale. Je le dis à l'intention des députés de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan qui n'en seraient pas au courant. Ces paiements, le gouvernement de l'Ontario les fixe maintenant à 1 p. 100.

La province de l'Ontario a récemment publié une déclaration sur les perspectives financières de l'Ontario. Le premier ministre a lui-même parlé à la télévision. Voici ce qu'il a dit textuellement: «Aujourd'hui, nous avons prévenu les municipalités, les hôpitaux, les collèges, les commissions scolaires et les universités que l'augmentation serait la plus basse jamais vue.» Oui, c'est l'expression qu'il a employée: «la plus basse jamais vue». Tels ont été les propos mêmes du premier ministre néo-démocrate de l'Ontario.

Une voix: C'est à cause du déficit créé par les libéraux.

M. Milliken: Tiens, on vole à son secours. Le député de je-ne-sais-où dit que c'est à cause du déficit créé par les libéraux. Cette intervention est typique des gens d'en face. Il ne se passe pas une journée sans que le ministre des Finances fasse pour toute réponse que «Tous nos malheurs viennent du déficit créé par les libéraux. Il y a sept ou huit ans, lorsque nous avons pris le pouvoir, nous aurions pu résoudre le problème. Nous ne l'avons pas fait à cause du déficit créé par les libéraux.»